

LES TELEGRAMMES

DE LA NUIT ET DU MATIN

France

Marseille, 20 janvier.

La démission de M. Thiers et des ministres a produit l'effet d'une certaine impression. Néanmoins la Bourse a repris une certaine énergie à l'arrivée de la note de la Bourse. Le commerce conserve l'espoir que M. Thiers reviendra sur sa détermination. La ville est tranquille.

Nice, 20 janvier.

Aujourd'hui, à 11 heures, une messe a été célébrée à l'occasion de l'anniversaire de la mort de Louis XVI. Le duc de Parme et de nombreuses nobilités napoléoniennes et étrangères y assistaient.

Alger, 20 janvier, soir.

La commission supérieure du gouvernement est animée d'un excellent esprit. Les trois questions posées dans la séance d'hier ont été votées à l'unanimité.

Allemagne

Berlin, 19 janvier.

Le conseil fédéral a décidé d'inviter le chancelier de l'empire à faire les diligences nécessaires pour qu'il soit constaté, dans une convention additionnelle au traité de paix, que toutes les conventions littéraires conclues entre les États allemands et la France sont comprises dans le traité de paix et que les traités de commerce et de navigation existant entre le Mecklembourg et les villes hanséatiques, d'une part, et la France, d'autre part, sont compris parmi les traités de navigation mentionnés dans le traité de paix.

Berlin, 20 janvier.

A l'occasion des préoccupations manifestées par la presse brésilienne relativement aux relations de l'Allemagne avec le Brésil, la Gazette de l'Allemagne du Nord déclare que les relations des deux pays sont aussi amicales qu'elles l'ont toujours été. L'incident qui aurait pu les troubler a été vidé par l'attitude conciliante du gouvernement brésilien, d'une manière qui ne peut laisser qu'un souvenir de bonnes relations. Si le voyage d'étude projeté à Rio et si l'escadron dirigé vers le Brésil et le Brésil, il n'y aura certainement pas de démonstration d'un caractère hostile. Il ne peut pas être question de mauvaise humeur contre le Brésil.

D'après la Gazette de la Croix, la nomination du successeur du ministre des cultes pourrait être encore retardée de quelques jours, puisqu'il s'agit d'une question de personnes touchant aux hauts intérêts de l'État.

La Gazette de la Croix dément la nouvelle que M. de Müller doit recevoir une autre position et notamment la présidence suprême de la province du Rhin.

Belgique

Bruxelles, 20 janvier, soir.

Le Nord publie une lettre du directeur du *Mouvement universel*, l'invitant à donner son concours à la souscription ouverte pour la libération des départements français occupés par les Allemands.

L'indépendance belge occupée par les ouvriers menuisiers et charpentiers de Bruxelles demandent aux patrons une augmentation de salaire de 10 centimes par heure.

L'écho du Parlement dit que, d'après les dernières nouvelles de Charleroi, la grève des mineurs est considérée comme terminée. On espère que le travail sera repris partout lundi prochain.

Italie

Rome, 20 janvier, soir.

Lundi prochain un grand dîner aura lieu à la cour en l'honneur du grand-duc Michel de Russie. On assure que le comte de Wimpfen présentera lundi les lettres qui l'accréditent en qualité d'ambassadeur d'Autriche auprès du gouvernement italien.

Rome, 20 janvier, soir.

L'opinion croit savoir que le gouvernement italien a proposé à Venise que le paiement de l'impôt sur les Consolidés soit fait par le banquier de Paris chargé de payer en France les coupons de la rente italienne, moyennant une retenue sur ces mêmes coupons avec l'intervention d'un délégué français. M. Thiers, ajoute l'opinion, n'a pas encore répondu.

Portugal

Lisbonne, 20 janvier, soir.

A partir du 1er janvier, les navires espagnols ne paieront plus les droits différentiels de pavillon dans les ports du Portugal, attendu que les navires portugais ne les paient plus en Espagne. (Agence Havas.)

PARIS, DIMANCHE 21 JANVIER 1872

LA JOURNÉE POLITIQUE

Une fois encore la crise est conjurée. Le président de la République et ses ministres, après avoir maintenu leurs démissions pendant une demi-journée, les ont enfin retirées sur un ordre du jour voté par la presque unanimité de l'Assemblée et sur les instances d'une députation nombreuse qui est venue en apporter la nouvelle à l'hôtel de la présidence.

Nous espérons que de tels événements emporteront avec eux une moralité dont M. Thiers et l'Assemblée feront leur profit pour l'avenir. Un État ne saurait prospérer, avec des incertitudes aussi imprévues, dans sa forme politique et dans le cours normal de son existence. La proposition Rivet n'a pas eu d'autre but, en consolidant les pouvoirs du président de la République, que de fermer la porte aux conséquences de l'antagonisme qui pourrait s'établir entre ses idées particulières et celles de la majorité sur des questions importantes; antagonisme redoutable et sans issues, si les deux pouvoirs étaient obligés de se pénétrer et de se convaincre l'un l'autre pour gouverner.

C'est là une conciliation parfaite dont l'expérience a démontré l'impossibilité et que ne comporte pas d'ailleurs le jeu du gouvernement parlementaire. Le chef du pouvoir exécutif ne saurait en même temps réaliser l'idéal d'un chef de cabinet que le courant variable de l'opinion peut porter ou enlever aux affaires, suivant qu'il identifie ou qu'il ne représente plus les idées qui prévalent. En lui confiant la direction permanente de la politique, l'Assemblée a imposé au président de la République des obligations d'une autre nature, moins étroites, entraînant avec elles une responsabilité plus générale, mais des droits supérieurs.

C'est ce contrat dont M. Thiers nous paraît avoir méconnu et l'esprit et la lettre, en ne mettant pas son dévouement patriotique et la grande raison d'État qui l'a élevé et maintenu au pouvoir au-dessus du succès ou de l'insuccès de ses idées personnelles. Une seule circonstance aurait pu légitimer de sa part la résiliation subite des engagements qu'il a pris envers le pays. Nous aurions compris un parti aussi grave que celui-là si l'Assemblée lui avait rendu tout à fait impossible, par ses votes, de remplir ses engagements et de continuer l'exercice d'un pouvoir dont il a accepté la charge avec une abnégation que tout le monde reconnaît.

Mais cette circonstance ne s'est pas présentée. L'Assemblée ne songe point à contester, au moins dans leur ensemble, les prévisions budgétaires proposées par M. Thiers, et elle est fermement résolue à demander aux impôts les ressources nécessaires à sa faire face. Un seul point l'a séparée du président de la République; elle n'a reconnu ni la convenance absolue ni l'urgence immédiate des voies et moyens qu'il a présentés à son acceptation. Encore ne les a-t-elle point repoussés irrévocablement, et, tout en refusant de s'enfermer

dès à présent dans un système dont elle conteste la donnée fondamentale, s'est-elle engagée à y revenir si elle ne peut trouver mieux.

Il n'y avait donc point là de question principale et politique, mais une simple question accessoire et financière. Rien ne motivait la décision prise par M. Thiers, sur laquelle il est fort heureusement revenu. Mais si elle n'est point passée dans le domaine du fait accompli, elle n'en entraîne pas moins à sa suite des conséquences morales contre lesquelles il est bon, croyons-nous, que tout le monde réagisse, en suivant le conseil donné par M. Thiers lui-même à Bordeaux, en faisant acte de sagesse.

En ce qui touche la composition du ministère, nous ne voyons pas que l'ordre du jour, voté hier par l'Assemblée nationale, puisse provoquer un remaniement complet de son personnel. En dehors de M. Pouyer-Quertier, dont le système économique a été le seul vaincu de la discussion générale et dont la persistance aux affaires pourrait paraître une protestation contre le sentiment de la majorité, nous ne voyons pas que la personnalité et la politique, représentées par les autres ministres, M. Casimir Périer, par exemple, soient en rien compromises.

Une dépêche de Marseille nous annonce que la plus grande tranquillité règne dans la ville, malgré l'émotion produite à la Bourse à la première nouvelle de la crise politique, que nous venons de traverser. Cette assurance fait tomber, en partie, les appréhensions que nous enregistrons hier, sur la foi de divers journaux, au sujet des mesures prises par l'autorité militaire dans le chef-lieu des Bouches-du-Rhône.

LA MISSION DE M. THIERS

Nous écrivions hier à la dernière heure : « Les graves nouvelles qui nous arrivent de Versailles n'ont rien de définitif. La démission de M. Thiers et des ministres sera déposée aujourd'hui sur le bureau de l'Assemblée, qui devra prendre une détermination. »

Nous regrettons vivement la décision prise par M. Thiers, dans les circonstances difficiles où se trouve le pays, mais nous espérons que l'Assemblée, sans se dégrader, sans revenir sur son vote d'hier, invitera par un vote de confiance M. Thiers et ses ministres à rester à leur poste. »

Nos espérances ont été réalisées : l'Assemblée, considérant que par son dernier vote, elle s'était bornée à réserver une question économique, a fait appel au patriotisme de M. Thiers et a déclaré ne pas accepter sa démission. Le vote unanime de l'Assemblée atteste que la confiance du pays dans la personne de l'honorable président de la République, n'a pas faibli un seul instant; que la France compte sur sa modération, sur son patriotisme pour maintenir l'espace de trêve de Dieu qui existe entre les partis, sur son expérience et ses lumières pour réorganiser le pays et le débarrasser des derniers vestiges de l'invasion étrangère; mais ce vote rappelle aussi au président de la République que sa démission était un acte irréfléchi, inconsidéré, et qu'en persistant à la maintenir il aurait donné au pays bien plus la mesure de sa susceptibilité que de son patriotisme.

En effet, le vote de l'Assemblée ne faisait que réserver une question économique,

c'est-à-dire ajournait la décision de l'Assemblée sur un système d'impôts impopulaire en France, et que M. Thiers lui-même ne paraît défendre qu'en raison des ressources qu'il doit procurer au Trésor.

C'est sur cette proposition d'ajournement — sur une question de détail — que M. Thiers avait pris la résolution de se retirer, agité par une discussion dans laquelle, à notre sens, il avait eu le tort de prendre trop souvent la parole.

Un président de la République moins absolu, mieux pénétré du rôle élevé qui lui est attribué dans le gouvernement, par la Constitution provisoire qui nous régit, se serait contenté d'adresser à l'Assemblée un Message l'invitant à voter sans retard un système d'impôts propre à fournir au Trésor les 155 millions destinés à combler le déficit du budget courant et déclarant que tout nouveau délai serait fatal à notre crédit et à l'exécution de nos engagements.

Si l'Assemblée, après un Message de cette nature, avait prolongé indéfiniment une discussion où tous les systèmes ont pu se produire à plusieurs reprises, l'opinion publique se serait énergiquement prononcée contre elle et lui aurait évidemment forcé la main.

Enfin la crise est conjurée. L'Assemblée a maintenu son vote; le président de la République a retiré sa démission. La paix est faite, mais l'accord n'est pas rétabli; il importe que des concessions mutuelles soient consenties afin d'éviter de nouvelles crises.

Espérons toutefois que celle que nous venons de traverser sera la dernière.

M. Thiers accomplit une grande mission : il préside à l'essai loyal de la République; il maintient, par son autorité, la trêve des partis; il travaille activement à la réorganisation de nos finances, de notre armée, de nos services administratifs, et à pour but suprême la délivrance de notre territoire, encore occupé par l'armée allemande.

Tant qu'il n'aura pas atteint ce but, le président de la République ne pourra donner et maintenir sa démission sans faillir à la mission de confiance qui lui a été décernée par le pays, et que le vote unanime de l'Assemblée vient de lui confirmer solennellement.

JULES DE PRÉCOT.

La dépêche suivante a été affichée cette nuit dans Paris.

PREFECTURE DE LA SEINE

Versailles, 20 janvier, à h. 50, soir.

A l'ouverture de la séance de l'Assemblée nationale le président lit une lettre du président de la République par laquelle il donne sa démission, et annonce celle des ministres.

L'Assemblée vote à l'unanimité moins huit voix, une résolution par laquelle elle déclare n'avoir eu aucune pensée de défiance, promet son concours, et faisant appel au patriotisme de M. le président de la République refuse sa démission.

Le bureau de l'Assemblée, accompagné d'un grand nombre de députés, porte la résolution au président de la République. Celui-ci déclare que, devant une pareille manifestation, il retire sa démission.

Pour copie conforme :

Le préfet de la Seine,

LÉON SAY.

M. Léon Say, préfet de la Seine, qui avait cru devoir donner sa démission le jour même où l'Assemblée a déclaré réserver la question de l'impôt sur les matières

premières a paru, comme M. Thiers, pris la résolution de rester à son poste.

Nous arrivons très à comprendre les motifs qui ont pu déterminer M. Léon Say à donner sa démission. Qu'arriverait-il si tous les préfets des grands centres industriels croyaient devoir se prononcer pour ou contre l'impôt sur les matières premières et ajouter à tous les embarras du gouvernement en se prononçant contre lui à la dernière heure ?

L'HISTORIQUE DE LA CRISE

La crise de vingt-quatre heures qui vient de se terminer heureusement a besoin d'être résumée avec impartialité. Nous mettons sous les yeux de nos lecteurs tous les documents, tous les faits propres à l'éclaircir.

Vendredi, la discussion concernant les matières premières touchait visiblement à sa fin.

Deux ordres du jour propres à fixer l'opinion de l'Assemblée se trouvèrent en présence.

Le premier, présenté par M. Marcel Barthe et accepté par M. Thiers, était ainsi conçu :

L'Assemblée nationale accepte le système des droits sur les matières premières destiné à produire 155 millions dont le gouvernement a besoin pour établir l'équilibre du budget; elle nomme d'urgence une commission de quinze membres dans les bureaux. Cette commission examinera et apportera sa résolution sur les tarifs dans les délais les plus rapprochés possibles, sous réserve de l'avis des autres impôts.

Le second, présenté par M. Ferry et repoussé par M. Thiers, était ainsi conçu :

L'Assemblée nationale, réservant le principe d'un impôt sur les matières premières, décide qu'une commission de quinze membres examinera les tarifs proposés et les questions soulevées par cet impôt, auquel elle n'aura recours qu'en cas d'impossibilité d'allouer autrement le budget.

Cet ordre du jour au scrutin obtenait 377 voix contre 307; ces dernières pouvaient être considérées comme favorables à l'ordre du jour Marcel Barthe.

Bien que l'ordre du jour de M. Ferry réservât expressément le principe d'un impôt sur les matières premières, M. Thiers déclara, aussitôt le vote, qu'il ne pouvait gouverner ainsi et qu'il allait se retirer.

Hier, des membres de la Chambre, appartenant à des opinions diverses, s'étaient rendus à la présidence pour tenter de nouveau de faire revenir M. Thiers sur sa détermination. Le président de la République avait persisté.

A deux heures, on faisait courir le bruit qu'un ordre du jour auquel adhéraient la réunion des Réservoirs, la réunion Saint-Marc Girardin et le centre gauche était accepté par le gouvernement. Cet ordre du jour était ainsi conçu :

Considérant que l'Assemblée, dans sa résolution d'hier, s'est bornée à réserver une question économique; que son vote ne peut être à aucun titre regardé comme un acte de défiance ou d'hostilité, et ne saurait impliquer le refus du concours qu'elle a toujours donné au gouvernement;

L'Assemblée passe à la discussion des différents projets d'impôts qui lui ont été présentés.

Parmi les signataires se trouvaient MM.

Baze, Bethmont, Paul de Rémusat, de Meaux, Humbert, de Tillancourt, Dietz-Moin, Laurent Pichat, Albert Grévy, Doiran, Maguin, Edmond Adam, Alphonse Gent, Roger (du Nord), Noël Parfait, de Lacretelle, de Tocqueville, Jules Ferry, Bardeux, Jozan, de Pressensac, Henri Martin, Lelouard, Paul Morin, Littré, Warnier, Turquet, Jules Ferry, Leroyer, le général Billot, Rivet, Bozorian, Christophe, La Serre, Farcy, Co-

sement disposés, et le duo : « Nous venons de la Perse », la partie de la partition. La pièce de MM. Sardou et Offenbach est fort convenablement interprétée.

M. Masset, suffisant comme acteur, a beaucoup à apprendre comme chanteur. Sa voix lourde et sombre convient peu au style léger. Il est à regretter que ce jeune artiste n'ait pas eu le courage de poursuivre la carrière honorable qui lui était ouverte à la Comédie-Française.

Nous avons eu peine à reconnaître M. Sotto, de l'Athénée, dans l'acteur embarrassé qui remplit le rôle du ministre de la police.

Le personnage du roi Carotte a fourni à un débutant, M. Vici, l'occasion de montrer qu'il sait chanter et se tenir en scène.

Quant à Alexandre (le grand astrologue du palais), il est tout simplement désolant. Dans le tableau des singes, où M. Bardou a mis en scène l'épisode si amusant du roman de Léon Gozlan : *Polydore Marasquin*, il est d'un comique inépuisable.

Nous avons gardé pour la fin M^{lle} Judic, Zulma, Bouffar et M^{lle} Vesta. Ces trois artistes méritent une mention toute particulière. Ce sont de véritables chanteuses, et non pas des actrices de féerie comme les autres interprètes. De celles-ci nous ne parlerons pas; nous savons apprécier la beauté plastique, dans les musées ou ailleurs; mais nous n'avons à nous occuper ici que de l'exécution musicale.

Le *Roi Carotte* a donc complètement réussi; et pourtant peu s'en est fallu que ce succès ne fût une chute. Une speculation honteuse avait exclu la presse de la première représentation pour vendre, à la porte du théâtre, les places à un prix exorbitant. Les fauteuils d'orchestre valaient cent francs, les loges cinquante francs. On comprend que le public qui achète si cher le plaisir d'aller au spectacle n'ait pas précipitamment dans des dispositions bienveillantes.

Il y a cependant un tarif, soumis à l'approbation du préfet de police, qui règle le prix des places dans les théâtres. Les droits des auteurs et de l'assistance publique seront-ils perdus proportionnellement au tarif affiché au bureau de location de la Gaité, ou suivant la recette réalisée à la première représentation ?

MM. Perzagallo et Hussen savent-ils que le jour de la répétition générale, ce trafic chouteux se pratiquait déjà ?

VICTORIN JONCIÈRES.

FEUILLETON DE LA LIBERTÉ

DU 22 JANVIER

REVUE MUSICALE

THÉÂTRE DE L'OPÉRA-COMIQUE : *Fantasio*, opéra comique en trois actes, d'après Alfred de Musset, musique de M. Offenbach. MM. Melchissédec, Ismaël, Potel; M^{mes} Galli-Marié, Priola et Moïssac.

THÉÂTRE DE LA GAITÉ : *Le Roi Carotte*, opéra-féerie en quatre actes et vingt-deux tableaux, paroles de M. Sardou, musique de M. Offenbach. MM. Masset, Vici, Sotto, Alexandre; M^{mes} Judic, Zulma Bouffar et Sestivo.

S'il est un musicien heureux, c'est bien certainement M. Offenbach. Dans la même semaine, le théâtre de la Gaité a donné le *Roi Carotte* et l'opéra-comique *Fantasio*; sans compter qu'aux Bouffes-Parisiens *Boule de Neige* vient toujours l'affiche, tandis que les Variétés préparent activement le *Corsaire noir*.

Voilà tantôt quinze ans que dure cette vogue extraordinaire de l'auteur d'*Orphée aux Enfers*, sans que rien ne semble annoncer le plus petit refroidissement de la part du public.

La musique d'Offenbach a résisté à tout; à la guerre et à l'insurrection, comme à la concurrence et à l'envie. C'est en vain que d'autres compositeurs ont essayé de prendre la place de maître Jacques; ni Hervé, ni Jonas ne sont encore parvenus à la lui enlever. Des artistes d'un ordre plus élevé se sont mis à l'œuvre, et ont voulu montrer qu'eux aussi, s'ils désignaient en leur donner la peine, ils étaient capables de confectionner une opérette bouffonne : la *Cour du Roi Pétard* de M. Léo Delibes, la *Boîte de Pandore* de M. Litolff, la *Tour du Chien-Vert* de M. Duprato n'ont servi qu'à prouver l'impuissance de leurs auteurs et ont donné un éclatant démenti à l'axiome : « Qui peut le plus peut le moins. » Non pas qu'il n'y ait de très jolies choses dans ces trois partitions — on y reconnaît la main de musiciens expérimentés; mais l'effort se fait trop sentir, la gaité manque de cette spontanéité, qui est le côté caractéristique du talent de M. Offenbach; la différence entre la copie et l'original saute aux yeux du moins clairvoyant.

Cette série ininterrompue de succès, cet empiètement toujours croissant de la foule à chaque nouvelle production du *maestro* à la mode, cette sorte d'accaparement de presque tous les théâtres, excitent au plus haut degré la jalousie et l'irritation des jeunes compositeurs qui, après de longues et patientes études, se trouvent aux prises avec les difficultés d'une carrière semée d'obstacles et de déboires. Plutôt que de se laisser aller au découragement, ils devraient se rappeler qu'il fut un temps où, comme eux, M. Offenbach était inconnu et méconnu. Qui eût dit alors au pauvre violoncelliste de l'orchestre de l'Opéra-Comique, qu'un jour viendrait où il gagnerait cent mille francs par an, où sa musique serait exécutée sur toutes les scènes de Paris et de l'étranger ?

Si leurs aspirations entraînent ces jeunes artistes vers un autre idéal, qu'ils puissent du moins un exemple dans les débuts si pénibles de la vie de l'auteur de *Fantasio*. Qu'au lieu de tempêter contre l'insouciance du public et les décrets des directeurs, ils composent des ouvrages. Combien n'y en a-t-il pas, de ces malheureux musiciens, qui perdent un temps précieux à débâter contre ceux qui sont arrivés ! Les années se passent, et ils attendent vainement la commande d'un opéra.

M. Offenbach, au contraire, même dans les jours les plus malheureux, n'a cessé de noircir du papier réglé. Chose singulière, les premières œuvres du créateur de l'opérette-bouffe, sont d'un genre bien opposé à celui dans lequel il a trouvé le succès. M. Heugel, l'éditeur bien connu, nous racontait avant-hier au foyer de l'Opéra-Comique, qu'à son arrivée à Paris, Offenbach lui avait apporté une grande scène lyrique, dont le premier vers commençait par ces mots : « Mon âme est brisée, etc. »

Mais nous n'avons pas à faire ici la biographie de l'auteur de la *Grande Duchesse* — tout le monde sait d'ailleurs ses modestes commencements aux Variétés et aux Folies-Nouvelles, — nous avons voulu simplement montrer que toute espèce de renommée ne s'acquiert qu'au prix d'efforts redoublés et d'un labeur incessant.

M. Offenbach est un travailleur infatigable; il pousse même trop loin cette qualité, et dans sa fièvre de production, ne donne pas toujours à ses ouvrages le soin et le fini nécessaires. Il faut reconnaître qu'il est bien difficile de résister aux obsessions flatteuses des directeurs, à la séduction attrayante de voir ses œuvres représentées à

la fois sur toutes les scènes de Paris ! Et puis, c'est une question de tempérament. La nature du talent d'Offenbach, tient beaucoup de l'improvisation; quelquefois son imagination surmenée ne le sert que médiocrement; mais le plus souvent elle l'inspire d'une façon si heureuse, qu'on pardonne au compositeur son peu de défiance dans la première idée qui vient se tracer sous sa plume.

Il semble cependant qu'en écrivant la musique de *Fantasio*, M. Offenbach ait voulu fermer la bouche à ses detracteurs, et leur prouver qu'il était capable de mélodie à jour une partition pleine de mélodies d'un tour distingué, orchestrée avec délicatesse et d'un ordre bien supérieur à tout ce qu'il nous fait entendre jusqu'ici. Des les premières mesures, nous avons été particulièrement charmé de cette heureuse transformation. Si c'est une nouvelle manière, dont le *maestro* a voulu faire l'essai, nous souhaitons vivement la lui voir adopter définitivement. Après avoir excellé dans le genre excentrique, il pourrait bien occuper une place des plus honorables, dans le genre semi-sérieux, à côté d'Auber, d'Adolphe Adam et de Victor Massé.

On trouve bien encore çà et là dans *Fantasio* quelques souvenirs de ses anciennes bouffonneries; mais ils sont rares et presque toujours appropriés à la situation. Le sentiment poétique domine, et revêt d'une grâce nouvelle la jolie fantaisie de Musset. Le poète de la jeunesse avait déjà porté bonheur à M. Offenbach lors de la *Chanson de Fortunio*. Mais cette opérette de courte dimension nous avait à peine permis d'entretenir cette note attendrie qui vibre plus librement dans sa dernière production.

Le premier acte de *Fantasio* est certainement le mieux réussi des trois. Nous citerons une ravissante chanson d'étudiant, accompagnée avec une délicatesse exquise par un dessin persistant des premiers violons et chantée d'une façon tout à fait remarquable par M. Melchissédec; la célèbre ballade à la lune *Comme un point sur un i*, fort heureusement placée dans la boucle de *Fantasio*; la sérénade qu'il donne à la princesse Elisabeth, empreinte d'une douce mélancolie, et surtout le chœur des étudiants d'une excellente sonorité, d'un rythme franc, dont la mélodie claire et limpide est cependant exempte de vulgarité. Le motif de ce chœur est repris par les quatre amis de *Fantasio*, qui s'éloignent en le répétant. Rien

de pittoresque comme ces voix se perdant peu à peu dans le lointain, tandis que *Fantasio*, resté seul, murmure des mots d'amour. Ceci est une véritable trouvaille. Nous n'avons plus affaire au joyeux musicien d'*Orphée aux Enfers*, nous saluons un compositeur de l'école de Mendelssohn et de Gounod.

L'auteur de *Fantasio* nous permettra de montrer moins d'enthousiasme pour le second acte de son dernier ouvrage. On est tout surpris, après avoir eu les oreilles charmées par la musique élégante du premier acte, de retrouver les rythmes sautillants qu'on a entendus si souvent aux Bouffes et aux Variétés. Nous regrettons, par exemple, que M. Offenbach se soit contenté d'une simple valse pour le *finale*; il avait à sa disposition des masses chorales et instrumentales qu'il aurait pu mieux utiliser.

Le troisième acte est conçu dans le même style que le premier. Le duo entre *Fantasio* et Elisabeth est délicieux; la sérénade y est rappelée de la façon la plus heureuse. Le tableau final de la *Fête des Fous* est rempli de vie et d'entrain; il est très musical, tout en restant scénique.

Voilà un vrai succès, un succès artistique qui comptera sérieusement dans la carrière de M. Offenbach. A notre avis, il n'a rien fait de meilleur, et nous formons des vœux sincères pour que le public vienne ratifier notre jugement.

Quant à la pièce, tout le monde l'a lue dans Musset. Les auteurs y ont fort adroitement introduit des romances, des duos et des chœurs, en respectant le plus possible le dialogue du grand poète.

Nous n'avons que des compliments à adresser aux artistes.

En première ligne, nous placerons M. Melchissédec auquel appartenont les honneurs de la soirée. Ses deux airs ont été bissés.

M^{lle} Galli-Marié, qui excelle à rendre costumes singuliers, tels que Mignon, le page de Lara, a su donner une physionomie des plus sympathiques au personnage de *Fantasio*. Elle s'est montrée aussi bonne comédienne que chanteuse de talent.

Charmante sous le riche costume de la princesse Elisabeth, M^{lle} Priola, à son tour habituée, captive l'auditoire par le timbre pénétrant de sa voix, et par la netteté et le fini de ses vocalises.

MM. Ismaël, Potel et M^{lle} Moïssac ont montré qu'il n'y a pas de petits rôles pour des artistes de valeur.

REVUE DES JOURNAUX

chery, E. Arago, Louis Blanc, Ricard, Larrieu, Duvergier de Maurville, Lafayette, Tirard, Langlois, Joliet, Mettetal, Lamy, Rampont, Duchâtel, Franck, Rivo, Brice, de Mahy.

Après que M. Benoist-d'Azy eut donné lecture à M. Thiers de l'ordre du jour adopté par la Chambre et eut insisté auprès du président de la République pour que celui-ci cédât aux sollicitations de la Chambre, un certain nombre de députés prirent successivement la parole.

MM. Alphonse Gent et Henri Martin auraient fait remarquer à M. Thiers que toutes les nuances d'opinions s'étaient réunies dans le vote, ainsi que prouvait la présence de la députation qui accompagnait le bureau de la Chambre.

M. Thiers aurait déclaré d'abord qu'il était bien fatigué; en outre, qu'il craignait que des difficultés semblables à celles qui venaient de se produire ne se représentaient prochainement.

Puis, sur de nouvelles insistances de l'honorable M. Benoist-d'Azy, le chef du pouvoir exécutif aurait répondu : « Eh bien ! j'essaierai encore; je ne puis résister aux vœux de l'Assemblée; je suis touché de cette démarche. Je veux bien de nouveau me dévouer dans la mesure de mes forces. Ce n'est pas par un esprit systématique que j'ai soutenu ces impôts sur les matières premières. Seulement si j'ai des idées arrêtées sur certaines questions, c'est parce que j'ai la conviction qu'elles sont justes. »

La crise était conjurée.

Assurément l'Assemblée manque de direction; après avoir repoussé docilement l'impôt sur le revenu, elle s'est prononcée contre celui des matières premières, sans parvenir à trouver un système d'impôts propres à assurer au Trésor les ressources dont il a besoin pour faire face aux exigences de la situation. Cet état de choses : une discussion de dix-huit jours aboutissant à de nouveaux délais, une Assemblée profondément divisée, autorisant jusqu'à un certain point le gouvernement à se prononcer énergiquement pour une solution définitive; mais M. Thiers n'a-t-il pas fait preuve, dans ce débat, d'une susceptibilité exagérée, d'une irritabilité fâcheuse, en demandant sa démission? N'a-t-il pas risqué un de ces coups de tête qui, dans les temps où nous vivons, engendrent des coups d'Etat?

LÉTTRES DE VERSAILLES

21 janvier.

Le pays, qui a assisté de loin aux graves événements qui viennent de s'accomplir, ne peut se rendre un compte exact du rôle qu'y ont joué les divers partis de la Chambre. C'est chose, pourtant, qu'il lui importe de savoir, au double point de vue de la détermination des responsabilités, et de l'appréciation exacte des résultats. C'est ce que je vais entreprendre d'exposer brièvement à nos lecteurs.

Comme il vous aura été facile de le constater à la lecture des listes du scrutin d'avant-hier, la majorité qui avait voté la résolution Ferry se composait principalement de membres du centre gauche et de la gauche républicaine. En se prononçant contre le système économique du gouvernement, ces messieurs, qui font profession de soutenir la politique, avaient donné une preuve éclatante de leur indépendance; ils avaient implicitement accepté la responsabilité de la démission de M. Thiers.

La droite — qui ne demande qu'à renverser M. Thiers, mais qui, jusqu'à présent, a reculé devant cette responsabilité — voyant, hier, mis à terre par la gauche, était par conséquent décidée à ne pas le relever. L'ordre du jour déposé par M. Balthé, au commencement de la séance, révélait manifestement cette intention. Il y était dit que l'Assemblée, en rejetant le principe de l'impôt sur les matières premières, n'avait pas entendu faire échec au gouvernement; mais il n'y était point dit que l'Assemblée refusait la démission de M. Thiers, ni même qu'elle invitait M. Thiers à la retirer.

La gauche découvrit la manœuvre et produisit alors successivement les ordres du jour Desseigny et Laboulaye, par lesquels l'Assemblée refusait si énergiquement la démission de M. Thiers et lui renouvelait, en termes si chaleureux, l'expression de sa confiance.

Dès ce moment, la droite comprit qu'en persistant à soutenir l'ordre du jour Balthé, elle allait à son tour endosser la responsabilité de la crise qu'elle voulait bien aggraver, vu l'état de la gauche. Elle était donc décidée à se tourner à son profit, mais dont elle ne voulait pas porter le poids devant la France. Et M. Balthé vint à la tribune déclarer qu'il se ralliait aux conclusions des ordres du jour Desseigny et Laboulaye, sans en accepter les considérations, et proposer la rédaction transactionnelle qui a été votée.

Vous voyez que le patriotisme est resté assez étranger aux déterminations successives de la droite. Vous voyez aussi qu'il ne faut pas s'exagérer la solidité ni les chances de durée du replâtrage — j'écris le mot à dessein : je l'ai entendu hier dans cent bouches — au moyen duquel on a réparé les brèches de l'édifice gouvernemental.

Quelques détails de physiognomie. La lecture de la lettre de démission de M. Thiers a été écoutée avec le plus grand calme. Tous les ministres étaient présents à leur banc. Aussitôt cette lecture terminée, M. Jules Simon s'est séparé de ses collègues pour aller s'asseoir sur un des bancs de la gauche.

Au moment où M. Balthé proposait le renvoi de son premier ordre du jour à une commission, une voix à gauche a crié : « Il n'y a pas à ramener la discussion ! » Pendant que M. Laboulaye faisait l'éloge des services rendus par M. Thiers à la France, une voix à droite l'a interrompu en criant : « Ce sont des phrases ! »

Vous savez que la gauche et le centre gauche se sont rendus en masse chez M. Thiers, à la suite des membres du bureau, qui allaient lui lire l'ordre du jour voté. La droite toute entière, sauf quatre ou cinq de ses membres, s'est abstenue de prendre part à cette manifestation.

De rares applaudissements ont accueilli la nouvelle rapportée à la tribune par M. Benoist-d'Azy, que M. Thiers avait consenti à reprendre le pouvoir. De plus rares applaudissements encore ont accueilli la nouvelle du retrait de la démission des ministres.

Ces deux journées auront, je le crains, porté un coup fatal au retour à Paris. J'ai entendu beaucoup de députés de la droite se dire avec épouvante : « Que serait-il arrivé si pareilles choses s'étaient passées à Paris ! » Et puis, n'est-il pas probable que M. Thiers hésitera à s'engager de nouveau sur cette question ?

mission sont MM. Ohnet, Vauthier, Watel, Nadaud, Bindor, Cantagrel, Delant, Callon, Dupuy et Pérot.

M. le président annonce que M. Colmet de Santerre a écrit au conseil municipal qu'avec d'autres membres de la Faculté de droit et du conseil d'Etat, il a fondé des cours d'économie politique et de droit pour les jeunes gens qui se destinent aux affaires.

La ville de Paris, appréciant d'une façon sympathique cette création, veut bien donner, dans les bâtiments du tribunal de commerce, l'hospitalité au nouvel enseignement.

M. Colmet de Santerre, désireux de reconnaître l'hospitalité de la Ville, met à la disposition du conseil municipal vingt cartes d'entrée gratuites pour des jeunes gens distingués et sans fortune.

LES ACTES OFFICIELS

On lit dans le Journal officiel :

Hier, à l'issue de la séance de l'Assemblée nationale, les ministres avaient remis leurs démissions au président de la République, qui les avait acceptées. Ayant été compris aujourd'hui, d'après la déclaration de M. le vice-président comte Benoist-d'Azy, dans le témoignage exprimé par l'Assemblée nationale au président de la République, ils ont, sur l'invitation de celui-ci, repris leurs portefeuilles.

L'ACADÉMIE DES BEAUX-ARTS

L'Académie des beaux-arts, dans sa séance du 20 janvier, a nommé membre titulaire dans la section de musique, M. Victor Massé, en remplacement de M. Auber.

(Journal officiel.)

NOS INFORMATIONS

L'ANNIVERSAIRE DE LA MORT DE LOUIS XVI

C'est aujourd'hui le soixante-dix-neuvième anniversaire de la mort de Louis XVI. Un service a été célébré en cet honneur, à la chapelle expiatoire, de huit heures à midi. A la messe de huit heures, qui a été dite par Mgr de Ségur, et célébrée avec plus de pompe que de coutume, vu la présence de l'empereur du Brésil, qui, malgré ses habitudes, avait prévenu de sa visite, une foule immense encombrait la chapelle. Pendant l'office, une quête a été faite au profit des pauvres secourus par la conférence de Saint-Vincent-de-Paul, de la paroisse Saint-Joseph.

Aux places réservées, sur leur demande, aux députés, nous avons remarqué la présence de M. de Kerdel et du vicomte de Lorge. Aux côtés de l'empereur du Brésil, étaient les principaux membres de la famille d'Orléans : derrière eux, MM. Gustave Janicot et de Laurentie. Citons enfin M^{lle} la comtesse de Gourcuff, qui a été quêtée avec une grâce charmante, M^{lle} Marthe Foriel de Bischoff, M^{lle} Cottureau et M. Liban.

ÉLECTION DU SUCCESSION D'AUBER

L'Académie des beaux-arts a procédé hier, comme le dit le Journal officiel, à l'élection du successeur d'Auber. Quatre concurrents étaient en présence : MM. Victor Massé, Rey, Bazin et le prince Poniatowski. Le nombre des votants était de 35. Au premier tour de scrutin, M. Victor Massé a obtenu 26 voix, et a été déclaré élu. Après lui venait M. Bazin, avec 7 voix.

ARRESTATION

Hier, samedi, vers trois heures et demie, ont été arrêtés dans la rue de Paris, à Belleville, deux femmes, les nommées Josephine Cordier et Marguerite Derat, dites Vaurien, qu'on soupçonne fortement être deux pétroleuses émérites. Ce n'est pas cependant par participation à l'insurrection qu'on les a arrêtées, mais pour vol de matelas. On les a enfermées dans une cellule, où elles ont subi une enquête des plus sévères, vu l'état de leur rôle qu'elles ont joué du 18 mars au 28 mai. Les femmes Cordier et Derat se sont défendues comme deux furies contre les agents qui venaient les arrêter.

L'ANCIEN COMMISSAIRE DE MONTROUGE

Les habitants du quartier de Montrouge n'ont certainement pas oublié le citoyen Dunant, que la Commune leur infligea en qualité de commissaire de police, et quel commissaire de police, bon Dieu !... Il fut arrêté au mois de juin, et hier il a été jugé par le 1^{er} conseil de guerre siégeant à Saint-Cloud.

Il a été établi un débat que cet ex-magistrat de l'insurrection, s'introduisant dans les maisons au nom de la loi, et sous prétexte de perquisition, fouillait partout et s'emparait ensuite de tous les objets à sa convenance. Il a commis ainsi durant le temps qu'il a exercé ses fonctions un grand nombre de vols.

Durant un jeune homme de vingt-quatre ans, mais c'est à peine si on lui en donnerait dix-huit. Il est arrogant, effronté, cynique, au-delà de toute expression, et a toujours l'air de se moquer de la justice et des juges. Il est condamné à cinq ans de travaux forcés, à la perte de ses droits civiques et à la haute surveillance de la police.

UNE VIEILLE FEMME DANS UNE CHEMINÉE

Dépouvantables cris de détresse partaient hier soir, à cinq heures, du toit de la maison qui porte le n° 23 rue du Faubourg Saint-Antoine. Les voisins s'empressèrent de courir à l'endroit d'où ils venaient, et on aperçut alors, sortant à moitié d'une cheminée, la dame Euphrasie D..., domiciliée au cinquième étage de cette maison. La pauvre vieille femme — elle est âgée de soixante-cinq ans — faisait des efforts désespérés pour en sortir. Voici comment elle se trouvait dans cette bizarre position :

L'ÉCLAIRAGE DU BOULEVARD MAGENTA

Le boulevard Magenta est, depuis avant-hier, le quartier le plus favorisé de Paris au point de vue de l'éclairage. D'après les ordres de la Compagnie du Gaz, tous les candélabres y sont en effet allumés, depuis le boulevard extérieur jusqu'à la place du Château-d'Eau. Les allumeurs de la Compagnie nous ont formellement affirmé que pareille mesure serait prise ce soir sur toute la ligne des grands boulevards.

LA RÉUNION DES OUVRIERS BOULANGERS

Une grande réunion des ouvriers boulangers est annoncée pour ce soir, rue de Lévis, à Baignolles. On doit y discuter certaines modifications qu'on proposera ensuite — impérativement — aux patrons.

Ce n'est pas sans une certaine appréhension que ceux-ci ont appris cette convocation.

LA NOUVELLE RUE ALEXANDRE DUMAS

On se rappelle qu'il y a trois mois environ la Société des auteurs et compositeurs dramatiques a été fondée à M. le préfet de la Seine et au conseil municipal que le nom d'Alexandre Dumas fut donné à l'une des rues de la capitale. M. Léon Say promit alors de faire de son mieux pour que cette pétition fut accueillie favorablement. Nous apprenons aujourd'hui que la proposition vient d'être soumise à la Commission des dénominations de la voie publique, qui sera prochainement appelée à donner son avis. Le rapporteur de cette commission est M. Baudant.

Aucun contre-ordre n'a été donné, jusqu'à présent, par l'état-major général et par la place de Paris, au sujet de la division Metman, qui devait partir pour Lyon par les voies rapides.

M. de Moncault prévient les gardes nationaux qui ont fait partie du 6^e bataillon sédentaire et du même bataillon de marche qu'il fera dire un service, à l'église Notre-Dame-de-Lorette, le lundi 22 courant, à midi, en l'honneur de leurs camarades qui ont succombé au combat de Montreuil.

M. de Moncault prie les anciens gardes du 6^e bataillon de vouloir bien s'associer à ce témoignage de regrets.

ÉCHOS DE PARTOUT

Les bals de l'Opéra semblent décidément en pleine décadence, car il est difficile d'imaginer rien d'aussi lugubre que le septième, qui a eu lieu la nuit dernière. Il y avait encore moins de monde que la dernière fois. Nous y avons passé une des plus ennuyeuses demi-heures de notre vie. Pas un costume à citer parmi tous les masques qui trépièrent dans la salle au son de l'orchestre de Strauss. Par exemple, nous avons plusieurs incidents à signaler. A deux heures et demie du matin, une discussion des plus vives a éclaté dans un des couloirs du second étage entre deux messieurs, qui ont fini par en venir aux soufflets. Les cartes ont été échangées, et rendez-vous a été pris pour ce matin.

Vers quatre heures, plusieurs arrestations ont été opérées rue Le Peletier, à la porte de l'Opéra. Une dizaine de masques, complètement gris, troublés, en effet, la tranquillité publique par une danse échevelée et des chants d'ivrogne accompagnés d'insultes aux gardiens de la paix.

Sur le boulevard, à la hauteur du faubourg Poissonnière, on a ramassé vers cinq heures du matin, une femme vêtue en page et étendue sans connaissance. La malheureuse, qui venait certainement de l'Opéra, avait été frappée par une attaque d'épilepsie suivie d'un long évanouissement. Il résulte des papiers trouvés sur elle, qu'elle se nomme Henriette Z..., demeurant à faubourg Poissonnière. On l'a transportée immédiatement chez elle, où le docteur Dubois, aussitôt appelé, a déclaré qu'elle était dans le plus grand danger.

Le bal Valentino, auquel a assisté un autre de nos reporters, n'était pas plus gai que le bal de l'Opéra, quoiqu'il y eût relativement peu de monde. Il a été signalé par une rixe homérique entre deux femmes, qui se sont prises de querelle et que les gardiens de la paix ont eu toutes les peines du monde à séparer.

Le nombre des individus expulsés du bal pour chorégraphie trop accentuée a été beaucoup plus considérable à Valentino qu'au bal de l'Opéra.

L'empereur du Brésil a assisté cette nuit au bal de l'Opéra. Nous avons même entendu un domino farceur appeler mon bon perdreau, au lieu de Dom Pedro.

Ce matin, à la sortie du bal de l'Opéra, deux individus s'arrêtèrent devant l'affiche du gouvernement, qui venait d'être posée, et se mettaient à causer tout haut, poliment. On se fait mutuellement une profession de foi, on cherche à se convaincre; la discussion s'échauffe, on va en venir aux mains; tout à coup ils s'arrêtent tous deux, et partent d'un immense éclat de rire.

Ils étaient tous les deux en polichinelle.

DON SPAYVENTO.

ASSEMBLÉE NATIONALE

Séance du 20 janvier.

PRÉSIDENCE DE M. JULES GRÉVY

La séance indiquée, comme d'habitude, pour deux heures, n'est pas encore ouverte à deux heures et demie. Les tribunes publiques et réservées sont pleines; mais dans la salle il n'y a que très peu de représentants jusqu'à deux heures trois quarts. M. le président Grévy déclare à ce moment la séance ouverte.

Le procès-verbal est lu.

Plusieurs députés réclament à propos du vote relatif à la résolution Ferry, entre autres MM. Lefèvre-Pontalis et La Serre (colonies), qui déclarent avoir voté pour cette résolution.

Le procès-verbal est adopté sous le bénéfice de ces rectifications.

M. Raoul Duval dépose une proposition qu'il remet sur le bureau.

M. le président donne lecture de la lettre de M. Thiers, que nous publions plus haut.

M. Balthé : J'avais demandé la parole parce que j'avais espéré, en présentant une résolution à l'Assemblée, prévenir la lecture pénible que vous venez d'entendre.

M. le président : J'avais cru devoir, en tenant dans les sentiments de M. Balthé, lui donner la parole avant la lecture de la lettre de M. le président de la République; mais c'est sur la demande de M. le ministre de l'instruction publique qu'il m'a été impossible de retarder la lecture de la lettre que vous venez d'entendre. (Mouvement.)

M. Balthé : Il importe que le pays sache jusqu'à quel point l'Assemblée a poussé la conciliation. Je maintiens la résolution que je désireais vous présenter avant la lettre que vous venez d'entendre. Je vais vous donner lecture de cette résolution :

« Considérant que, dans son vote d'hier, l'Assemblée s'est bornée à réserver la question de principe relatif aux impôts; que son vote, n'ayant été en aucun degré un acte de défiance et d'hostilité, ne saurait impliquer le refus d'un concours que l'Assemblée a toujours donné à M. le président de la République; »

L'honorable membre donne le nom des signataires de la résolution. Il n'en est pas moins vrai que cette résolution n'apporte aucune solution à la situation présente. Nous ne demandons ni l'acceptation ni le refus de la démission de M. le président de la République.

Il est nécessaire que l'Assemblée se retire dans ses bureaux pour nommer une commission dont le rôle sera surtout un rôle de conciliation, et d'amener avant tout le président de la République à retirer sa démission. Il n'en est pas moins vrai que si les paroles de conciliation ne sont pas entendues...

Puisieurs voix à gauche : Nous demandons la parole. (Longue émotion.)

M. Balthé : Je réjette que le rôle de la commission sera surtout un rôle de conciliation. Je suis maître de ma parole, et ma parole n'ira pas au-delà de ma pensée. Je suis monté à cette tribune dans une pensée de conciliation, et je me borne à vous demander de vous retirer dans vos bureaux et de nommer une commission qui se mettra en rapport avec M. le président de la République et qui devra faire un exposé sur les résolutions que vous aurez à prendre. (Agitation.)

M. de Moncault : Je m'aperçois qu'il y a dans cette Assemblée un courant excellent qui me porte à penser que l'on veut voter immédiatement. Cette manière de voir est conforme à ma pensée. Je demande donc à l'Assemblée d'être immédiatement l'ordre du jour que j'ai eu l'honneur de vous proposer.

M. le président : Plusieurs ordres du jour ont été proposés. M. Desseigny m'en a remis un et d'autres représentants un autre.

M. Desseigny : Nous nous étions ralliés à l'ordre du jour de M. Balthé, parce que nous voyions ainsi l'explication d'un malentendu qui seul a pu motiver l'acte si grave qui malheureusement a précédé cet ordre du jour. Notre pensée est unanime, de quelque côté que nous fusions — et j'ai vu auparavant un grand nombre de membres de divers côtés de la Chambre — notre pensée unanime était une question de confiance.

En conséquence, nous nous étions ralliés à un ordre du jour qui est celui que M. Balthé vient de nous lire.

Voix nombreuses : Alors votons-le ! (Mouvement prolongé. Interruptions de divers côtés de l'Assemblée.)

M. Emmanuel Arago prononce quelques paroles qui ne parviennent pas jusqu'à nous.

M. le président invite MM. les représentants à regagner leurs places.

M. Desseigny : L'ordre du jour que nous avions préparé avait été dans l'intention d'empêcher l'impression regrettable du débat suscité. Nous nous demandons de ne pas aller dans vos bureaux; nous vous demandons de voter un ordre du jour, quelle qu'en soit la forme. (Longues réclamations à droite.)

« L'Assemblée nationale, convaincue que l'accord le plus complet entre les pouvoirs de l'Etat est la condition même du salut de la patrie dans les épreuves difficiles qu'elle traverse, et que cet accord n'a jamais cessé d'exister; et que l'Assemblée, qui a voulu l'assurer par son vote du 7 août, n'a pas entendu l'affaiblir en réservant son vote sur une question purement économique. » (Longue agitation.)

M. de Kerdel : Je demande la parole. (Agitation croissante. — Aux voix ! aux voix !)

Plusieurs voix à M. Desseigny : Retirez votre ordre du jour !

M. le président : Je déclare que je maintiendrai la parole à l'orateur, et il terminera sa lecture.

M. Desseigny, continuant la lecture de son ordre du jour :

« Voulez-vous donner à M. Thiers un témoignage de sa confiance, l'Assemblée fait un nouvel appel à son patriotisme et refuse d'accepter la démission qu'il a donnée. » (Longue agitation.)

M. Arago de Kerdel : Ce qu'il y a de mieux quand on veut bien une chose, c'est de la formuler une proposition qui, en atteignant son but, ne le dépasse pas. Je viens donc demander aux honorables auteurs de l'ordre du jour perfectionné de se souvenir de deux choses, de leur parole d'abord (Applaudissements à droite), et d'un autre côté, que le ministre est l'ennemi du bien. (Applaudissements à droite.)

Quand M. Balthé a lu son ordre du jour, l'approbation a été unanime. (Dénégations à gauche.) C'est quand cette approbation était unanime, c'est alors que, oubliant la parole donnée, on est venu apporter un autre ordre du jour, qui, sous prétexte d'une perfectionnement, était surtout sorti de produire la division.

Personne n'a contesté dans notre réunion et il était bien inutile de rappeler une discussion que personne n'oubliait. L'Assemblée a manifesté sa confiance en M. Thiers, et nous auriez mieux fait de vous rappeler ce que vous disiez devant nous, ce que vous promettiez ! (Vifs applaudissements à droite.)

M. Desseigny : Laissez-moi répondre un mot à ce qu'a dit M. de Kerdel.

Une voix à droite : La vérité ! (Bruits divers.)

M. Desseigny : Je suis de ceux qui désirent l'unité dans la Chambre; je me suis rendu dans diverses réunions. (Bruits divers.) Si vous m'interrompez systématiquement, je croirai que vous avez tort. On, j'ai donné ma signature, mais je la demanderai à mes honorables collègues, et je vous prie de me dire si cette question d'arriver ici après une démission faite ? (Bruits divers.)

M. Balthé, avec sa loyauté, est venu à cette tribune, au commencement de la séance, expliquer ce qui s'était passé. Nous sommes arrivés à ce point qu'il faut une manifestation unanime de confiance. (Présentations et rumeurs prolongées sur les bancs de la droite.) Est-il vrai que la signature que nous avons donnée à l'honorable M. Lardot était subordonnée à la non-arrivée de la démission ?

(M. Desseigny peut à peine se faire entendre. Le bruit couvre sa parole.)

M. le président réclame en vain plusieurs fois le silence.

M. Desseigny : Nous avons les intentions les plus honnêtes, et vous ne devez pas suspecter les intentions de vos collègues. (Nouveau bruit.)

M. le président : Messieurs, vous allez prendre une résolution grave, elle empruntera son importance à la dignité et au calme même de l'Assemblée.

M. Desseigny : Une grande responsabilité pèse sur nous, nous avons tous une confiance unanime dans M. le président de la République. (L'agitation continue.)

Nous sommes, dit l'honorable M. Desseigny, en présence d'une situation grave, celle d'une démission, et nous devons chercher à tout prix à l'empêcher. (Longue agitation.)

M. Laboulaye est d'avis qu'un ordre du jour est nécessaire pour nous enlever à l'anarchie; que, de plus, dans un ordre du jour, il ne faut pas faire d'allusion au vote d'hier. Hier, l'Assemblée a rempli un droit et un devoir (Très bien ! très bien !) que lui dictait sa conscience.

Je présente en conséquence, dit M. Laboulaye, la motion suivante : « L'Assemblée nationale, reconnaissant les grands services rendus par M. Thiers à la France (Mouvements divers), continue plus que jamais dans le développement et le patriotisme dont il a donné tant de preuves, refuse sa démission. » (Applaudissements à gauche. — Mouvements divers.)

M. Balthé : J'ai l'honneur de proposer un amendement, un ordre du jour que je n'accompagnerai d'aucun commentaire. Cette rédaction nouvelle est conçue... (Violente interruption à gauche.) Vous ne m'interrompez pas de dire que cette rédaction est conçue de manière à provoquer la presque unanimité. (Approbation.)

« Considérant que l'Assemblée, dans sa résolution d'hier, s'est bornée à réserver une question économique; que son vote ne peut être, à aucun titre, regardé comme un acte de défiance ou d'hostilité et ne saurait impliquer un refus de concours qu'elle a toujours donné au gouvernement, l'Assemblée fait appel au patriotisme de M. le président de la République et refuse d'accepter sa démission. » (Mouvements divers.)

M. Desseigny : Je retire mon ordre du jour et je demande que nous votions celui qui vient d'être modifié par M. Balthé, afin qu'il ne reste de cette discussion que le souvenir d'une union. (Applaudissements sur plusieurs bancs.)

M. le président : Les signataires de l'ordre du jour se rallient à l'ordre du

jour de M. Balthé, et M. Laboulaye retire le sien. (Très bien ! très bien !)

M. Balthé : Je demande la division. (Bruit prolongé. — Aux voix ! aux voix !)

M. le président consulte l'Assemblée sur l'ordre du jour de M. Balthé. Cet ordre du jour est accepté par l'Assemblée à l'unanimité, sauf par une dizaine de membres de la droite qui se lèvent contre.

M. le président : Le bureau est certain d'agir dans la pensée de l'Assemblée en transmettant la résolution qu'elle vient de prendre à M. le président de la République.

La séance est suspendue à quatre heures.

À la reprise de la séance, la parole est donnée à M. Benoist-d'Azy.

M. Benoist-d'Azy : L'Assemblée avait chargé son bureau de porter à M. le président de la République l'expression de sa pensée. M. le président a bien voulu me charger de cet honneur, ainsi que deux vice-présidents et MM. les questeurs. M. le président de la République a reçu la députation. J'ai eu l'honneur de lui adresser la parole et de lui faire connaître l'ordre du jour voté par l'Assemblée.

M. le président de la République a bien voulu me répondre qu'il était profondément touché, profondément ému de notre démarche; il nous a chargés de dire à l'Assemblée que dans les discussions qu'on en lieu, il n'avait éprouvé ni susceptibilité ni irritation; qu'en présence du profond de ses convictions, il avait senti le désir de l'Assemblée, il lui était impossible de ne pas consacrer le peu de forces qui lui reste à son dévouement à la patrie et à ses intérêts. Il nous a parlé surtout de son affaiblissement de forces; mais il nous a dit qu'il était heureux de les employer au service de la Chambre et du pays.

La démission de M. le président de la République est, en fait, retirée. (Applaudissements à droite et aux centres.)

Nous lui avons fait connaître que les sentiments de l'Assemblée à son égard étaient les mêmes, surtout à l'égard du gouvernement tel qu'il était constitué avant cet incident. (Applaudissements.)

M. le président fait connaître l'ordre du jour prochain.

Lundi, séance publique à deux heures.

M. Benoist-d'Azy fait observer que les deux commissions du budget de 1872 et de 1873 se réuniront lundi pour examiner les questions d'impôt. Plusieurs modes d'impôt ont été présentés sur 1872; d'un autre côté, les tarifs ne sont pas définis et doivent être déterminés par des hommes spéciaux, et il doit y avoir une commission spéciale qui présentera elle-même un règlement de tarifs.

M. Guichard : Il avait été convenu qu'on réserverait la question sur l'impôt mobilier et sur la marine marchande, sur le budget de 1871. Il faudrait résoudre la question dans l'ordre précédemment établi.

M. Pouyer-Quertier, ministre des finances : M. Benoist-d'Azy a demandé que le gouvernement se rendit dans la commission pour le règlement de l'ordre du jour dans lequel se discutent les divers impôts. Le gouvernement se rendra dans la commission lundi à cet effet.

M. Germain : D'après l'article 10 de la loi de 1857 sur le renouvellement de la Banque, le gouvernement a le droit de demander que la Banque ait une succursale dans chaque département. C'est une nécessité plus obligatoire et plus utile que jamais. La richesse oblige de nos jours, comme autrefois la noblesse à remplir ses engagements.

M. Pouyer-Quertier : J'ai déjà réclamé plusieurs fois; diverses succursales ont été créées, notamment à Versailles. Nous trouverons toujours dans la Banque, nous en sommes persuadés, bon accueil et sympathie pour tout ce qui intéresse le pays. De nouvelles succursales seront créées, sans aucun doute, très prochainement.

La séance est levée à cinq heures vingt-cinq minutes.

Lundi, à deux heures, séance publique. Suite de la discussion sur les lois de finances.

CESSIONS DE PAYEMENTS

Jugements du 19 janvier 1872.

JARDIN (Victor-Jean), entrepreneur de bâtiments à Paris, cité Trévise, 8.

L'HOMME (Pierre-Benoist-Stanislas), négociant en épicerie à Paris, rue de Clichy, 61.

SEVESTRE, marchand de vin limonadier, ayant demeuré à Paris, boulevard Magenta, 122.

Société anonyme des CRISTALLEUX DE PUTEAUX, ayant pour objet la fabrication et la vente des cristaux et verrières, dont le siège est à Paris, rue de Paradis-Poissonnière, 6.

ALHINE, ancien maître d'hôtel meublé, demeurant rue Montfard, 108.

GAUSARD, marchand de bois et charbons, demeurant à Paris, rue Tiers, 22 bis.

Demouille HELLER, marchand de blanc, demeurant à Paris, rue des Moines, 14.

Le directeur politique gérant : LÉONOR DÉTROIT.

SOUSCRIPTION PUBLIQUE

3,000 Obligations de 500 francs
REMBOURSABLES PAR TIRAGES EN 90 ANNÉES

DE LA
SOCIÉTÉ DES CHEMINS DE FER
DES VOSGES

CAPITAL : 4 MILLIONS

Siège social à Epinal (Vosges)

6,000 Obligations de 500 francs
REMBOURSABLES PAR TIRAGES EN 95 ANNÉES

DE LA
SOCIÉTÉ DES CHEMINS DE FER
DE SEINE-ET-MARNE

CAPITAL : 1 MILLION

Siège social à Paris, 46, rue Lafayette

Ces obligations rapportent 15 francs d'intérêt annuel, payables par moitié, les 1^{er} janvier et 1^{er} juillet.

Les Sociétés déclarent expressément qu'au cas où l'impôt de 3 0/0 sur les revenus des valeurs mobilières serait voté par l'Assemblée nationale, elles en prendraient le paiement à leur charge.

LE PRIX D'ÉMISSION EST FIXE

Jouissance du 1^{er} janvier 1872, à :
261 francs payables en souscrivant;
Ou :
265 francs avec faculté de libérer en plusieurs versements, savoir :
65 francs en souscrivant;
100 — du 15 au 25 mars;
100 — du 10 au 30 mai.
265 francs.

LA SOUSCRIPTION EST OUVERTE

Les 22 et 23 janvier

Chez MM. DREYFUS, SCHEYER et C^o, banquiers à Paris, 2, rue de la Chaussée-d'Antin.

Dans le cas où le chiffre des souscriptions dépasserait celui des obligations émises, elles seraient réduites proportionnellement.

Les demandes doivent être accompagnées, soit du montant intégral des titres soit du montant du 1^{er} versement en Mandats, Chèques ou Billets de Banque. — On peut aussi verser aux succursales de la Banque de France, au crédit de MM. DREYFUS, SCHEYER, et C^o.

Les obligations de la Société des Vosges sont cotées à la Bourse de Paris

